



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ GLOBAL DE PERFORMANCE

Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d’Angély
Etablissement support du GHT Charente Maritime Sud
11, boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex
Tél. : 05.46.95.12.30 - Courriel : ght.contrat@gh-saintesangely.fr
Profil d’acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**agissant pour son compte et pour le compte d’établissements
parties en tant que coordonnateur d’un groupement de
commandes**

OBJET

**EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES
AVEC FOURNITURE D’ENERGIE ET TRAVAUX
D’AMELIORATION**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	4
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 – TRANCHES	4
ARTICLE 5 – TECHNIQUE D’ACHAT	5
ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 7 – DUREE ET DELAI	6
ARTICLE 8 – ASSURANCES	6
ARTICLE 9 – PRIMES	7
ARTICLE 10 – PART MINIMALE PME ET OU ARTISANS	7
ARTICLE 11 – MODALITES D’EXECUTION	7
11.1 – Dispositions générales	7
11.2 – Prise en charge	7
11.3 – Remise des installations en fin de marché	8
11.4 – Documentation technique	8
11.5 – Conditions d’accès – Agrément du personnel	8
11.6 – Dispositions pouvant modifier les bases du marché	9
11.7 – Dispositions relatives aux certificats d’économies d’énergies	9
ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRANSFERT DE PROPRIETE	10
ARTICLE 13 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 14 – PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES	10
ARTICLE 15 – GARANTIE	13
ARTICLE 16 – PRIX	14
16.1 – Contenu des prix	14
16.2 – Définition des prix	14
16.3 – Variation des prix	18
ARTICLE 17 - MODALITES DE REGLEMENT	24
17.1 – Avances	24
17.2 – Mode de paiement	25
ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	28
18.1 – Obligation de confidentialité	28
18.2 – Protection des données à caractère personnel	29
ARTICLE 19 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	30
ARTICLE 20 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	30
ARTICLE 21 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES ET CLAUSE DE RÉEXAMEN	30

21.1 – Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	30
21.2 – Clause de réexamen.....	31
<i>ARTICLE 22 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</i>	<i>31</i>
<i>ARTICLE 23 - RESILIATION.....</i>	<i>31</i>
<i>ARTICLE 24 – REGLEMENT DES DIFFERENDS</i>	<i>32</i>
<i>ARTICLE 25 – DEROGATIONS</i>	<i>32</i>

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent document a pour objet de définir les clauses administratives particulières du marché public d'exploitation des installations thermiques avec fourniture d'énergie et travaux d'amélioration pour les établissements acheteurs suivants :

- ☒ Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély - 11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex [établissement support du GHT Charente Maritime Sud – coordonnateur du groupement de commandes]
- ☒ Centre Hospitalier de Boscarnant - Les Bruyères, 17360 BOSCAMNANT [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Centre Hospitalier de Jonzac - 4 avenue Winston Churchill - BP 80109 - 17503 JONZAC cedex [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Centre Hospitalier de Royan Atlantique - 20 avenue de Saint Sordelin, 17640 VAUX SUR MER [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Etablissement Public Départemental Les 2 Monts – 13 rue du Fiou, 17210 MONTLIEU-LA-GARDE [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Etablissement Public Départemental de Matha, 2 rue de Saint Hérie, 17160 MATHA [établissement partie au groupement de commandes]
- ☒ Etablissements Médico-Sociaux de Saint Savinien, Chemin de la Longée, 17350 SAINT SAVINIEN [établissement partie au groupement de commandes]

Un groupement de commandes a été constitué entre les établissements susmentionnés avec pour coordonnateur le Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély. Le coordonnateur assure la passation des marchés publics ainsi que de leurs éventuels reconductions, avenants et résiliations. Chaque établissement membre en assure l'exécution pour ce qui le concerne.

Le présent marché public est régi par le code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION

Le marché public est passé selon :

- ☒ une procédure négociée, en application des dispositions des articles L. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Par application des dispositions de l'article L2171-1 2° du code de la commande publique, le présent marché est passé par dérogation au principe d'allotissement.

ARTICLE 4 – TRANCHES

Le marché comporte des tranches sur les prestations P2 et l'investissement/travaux d'amélioration P4.

Pour le P2 (Conduite et maintenance des exploitations), en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique, les prestations sont divisées en tranches :

- Les éléments de la tranche ferme sont définis dans l'article 4.3 du CCTP (hormis les points 4.3.5 et 4.3.6) ;
- Tranche optionnelle (TO1) : Mise en conformité BSERR des groupes froids (définie à l'article 4.3.6 du CCTP).

Pour le P4 (Investissement et travaux d'amélioration), en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique, les prestations sont divisées en tranches :

- Tranche ferme 1 (TF1) : Installation d'un système de secours thermique et de production d'eau chaude sanitaire pour le Groupe Hospitalier Saintes - Saint-Jean-d'Angély, site de Saint-Jean-d'Angély (cf. Article 5.1.1 du CCTP) ;
- Tranche ferme 2 (TF2) : Remplacement de la chaudière de la Direction des Services Techniques pour le Groupe Hospitalier Saintes - Saint-Jean-d'Angély, site de Saintes (cf. Article 5.1.2 du CCTP) ;
- Tranche ferme 3 (TF3) : Remplacement de la chaudière fioul Bâtiment 22 des résidences de Brumenard par une PAC (cf. Article 5.1.3 du CCTP) ;
- Tranche ferme 4 (TF4) : Remplacement des têtes manuelles des radiateurs par des têtes thermostatiques (cf. Article 5.1.4 du CCTP) ;
- Tranche ferme 5 (TF5) : Etude du plan de comptage du Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély, site de Saintes, et préparation du dossier des aides financières (cf. Article 5.1.5 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 2 (TO2) : Installation d'une chaufferie biomasse sur le site de Brumenard (cf. Article 5.2.1 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 3 (TO3) : Installation d'une chaufferie biomasse sur l'EMS de Saint-Savinien et remplacement des radiateurs de la résidence autonomie (cf. Article 5.2.2 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 4 (TO4) : Réduction aéraulique nocturne des blocs opératoires du Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély, site de Saintes (cf. Article 5.2.3 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 5 (TO5) : Remplacement des chaudières fioul du site de l'ESAT de l'EPD Les Deux Monts (cf. Article 5.2.4 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 6 (TO6) : Optimisation de la gestion technique centralisée (GTC) du Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély, site de Saintes (cf. Article 5.2.5 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 7 (TO7) : Essai de têtes thermostatiques communicantes sur le site de l'EHPAD des Collines, rattaché au Groupe Hospitalier, site de Saint-Jean-d'Angély (cf. Article 5.2.6 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 8 (TO8) : Optimisation de la gestion technique centralisée (GTC) du CH de Jonzac (cf. Article 5.2.7 du CCTP) ;
- Tranche optionnelle 9 (TO9) : Installation d'une chaufferie biomasse sur le site de l'EHPAD La Coralline (cf. Article 5.2.8 du CCTP).

Pour chaque tranche optionnelle, l'affermissement pourra intervenir jusqu'à la dernière année du marché. L'affermissement sera effectué à travers la passation d'un bon de commande pour la prestation ou l'émission d'un ordre de service si travaux, selon la nature de la tranche. La capacité d'affermissement des tranches, pour chaque établissement, sera déterminée par la capacité financières des établissements.

ARTICLE 5 – TECHNIQUE D'ACHAT

Il s'agit d'un marché à « prix mixte » composé :

- De prestations relevant d'un prix forfaitaire (P1, P2, P3, P4) ;
- et
- De prestations ponctuelles, déclenchées par l'émission de bons de commande des établissements acheteurs, en fonction de leur besoin et traitées sur la base de prix unitaires. Cette partie à bons de commande correspond à un accord-cadre, passé en application des [articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14](#) du code de la commande publique, conclu avec un seul opérateur économique, sans minimum et avec un maximum annuel réparti comme suit :

Etablissement	Maximum annuel € HT
GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély	150 000 €
CH Royan	70 000 €

CH Jonzac	50 000 €
CH Boscarnant	30 000 €
EPD Les Deux Monts	40 000 €
EMS Saint-Savinien	40 000 €
EPD Matha	40 000 €

ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 des CCAG, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes (AE ANX) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (CCTP ANX) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services 2021 (CCAG) pour les prestations P1 à P3 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux 2021 (CCAG) pour les prestations P4 ;
- Le Document financier comprenant les volets DPGF et BPU (DF) ;
- Le Mémoire technique (MEM TECH) ;
- Le Dossier thématique sur le respect de l'environnement (ENVIRONNEMENT) ;
- Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien et avec obligation de résultat (Approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'Observatoire Économique de l'Achat Public) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché public.

ARTICLE 7 – DUREE ET DELAI

Durée du marché public

Le présent marché public est conclu, du 1^{er} mai 2026 ou à compter de sa notification si celle-ci est ultérieure, pour une durée ferme de 8 ans.

Délai d'exécution des bons de commandes

Se reporter à l'article relatif aux modalités d'exécution.

Délai d'exécution des tranches

Les délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification de l'ordre de service et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date de notification de la décision de son affermissement par l'établissement acheteur concerné sauf si cette décision prévoit une date différente.

Pour chaque tranche optionnelle, l'affermeur pourra intervenir jusqu'à la dernière année du marché. L'affermeur sera effectué à travers la passation d'un bon de commande pour la prestation ou l'émission d'un ordre de service si travaux, selon la nature de la tranche. La capacité d'affermeur des tranches, pour chaque établissement, sera déterminée par la capacité financières des établissements.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG FCS ou 8 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des établissements acheteurs et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.
À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 – PRIMES

Sans objet.

ARTICLE 10 – PART MINIMALE PME ET OU ARTISANS

Par application des dispositions de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique et de l'article R. 2171-23 du code de la commande publique, pour les marchés globaux, le titulaire doit confier a minima 10% du montant prévisionnel du marché à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

Cette dévolution peut s'effectuer à travers :

- Un groupement d'opérateurs présenté lors de la candidature et accepté par le pouvoir adjudicateur lors de l'attribution ;
- Sous sa responsabilité, des sous-traitances dans les conditions fixées par le chapitre III-Titre IX-Livre I^{er}-Deuxième partie du code de la commande publique. Quel que soit le rang du sous-traitant, les conditions dans lesquelles il est procédé à son acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement sont les mêmes.

ARTICLE 11 – MODALITES D'EXECUTION

11.1 – Dispositions générales

Pour les prestations s'exécutant au moyen de bons de commande, ces derniers sont notifiés au titulaire par chaque établissement acheteur, chacun pour ce qui le concerne et au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commandes précisent :

- Nom du titulaire
- N° du marché public
- Date et n° du bon de commande
- Désignation et quantités des prestations commandées
- Date ou délai d'exécution à compter de la date de notification du bon de commande
- Lieu d'exécution
- Prix des prestations commandées

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire. Néanmoins, par dérogation à l'article 3.7.4 des CCAG, ils peuvent également être adressés à l'un des cotraitants, en revanche en cas d'observations à formuler sur un bon de commande, le cotraitant doit les transmettre aux mandataire, qui a seul qualité pour les formuler à l'établissement acheteur concerné.

11.2 – Prise en charge

Lors de la visite obligatoire des installations prévue avant la remise des offres, les candidats auront vérifié que celles-ci leur permettent la bonne exécution, ou pas, des prestations objet du présent marché.

Les candidats auront précisé et intégré dans leur offre les travaux de premier établissement qu'ils jugent nécessaires pour la bonne exécution de leurs prestations.

De ce fait, le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des équipements dont il doit assurer l'exploitation. Il prend donc en charge les installations sans réserve.

Pour les nouveaux équipements et matériels installés en cours de marché, le titulaire doit prendre connaissance des essais préalables à leur mise en service et des procès-verbaux de réception qui tiennent lieu d'état des lieux initial, ainsi que des conditions particulières de mise en jeu de la garantie.

Il assiste les établissements lors de la réception de nouvelles installations et des levées de réserves.

11.3 – Remise des installations en fin de marché

En fin de marché, les installations doivent être rendues par le titulaire en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

Six mois avant la fin du temps légal du marché, l'établissement se réserve le droit de faire procéder à un contrôle des installations par ses services ou tout organisme ou personnes compétentes.

La présence du titulaire ou de son représentant est effective pendant toute la durée du contrôle.

En cas de constat de défauts, ou de carences, dans la qualité de l'entretien tel que défini au CCTP une liste de réserves est transmise au titulaire qui doit remédier à ces défauts ou carences avant l'expiration du marché.

Deux mois avant la fin du marché, le titulaire doit faire parvenir à l'établissement un document attestant que toutes les réserves émises au cours de la réception sont levées.

Si le contrôle de levée de réserves devait mettre en évidence la non-exécution de certains travaux, la totalité du coût de ce contrôle serait à la charge du titulaire et les travaux nécessaires à la levée de réserves seraient exécutés par une entreprise choisie par l'établissement aux frais du titulaire.

11.4 – Documentation technique

L'établissement met à la disposition du titulaire l'ensemble des documents techniques en sa possession relatifs aux installations et aux équipements faisant l'objet du présent marché.

Les frais de reproduction de ces documents sont à la charge du titulaire.

Les rapports de visites réglementaires réalisées par les organismes agréés pour le compte de l'établissement sont communiqués au titulaire s'ils concernent les installations ou équipements faisant l'objet du présent marché.

11.5 – Conditions d'accès – Agrément du personnel

Le personnel intervenant habituellement ou en remplacement, nommément désigné par le titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché doit être préalablement agréé par l'établissement.

A cet effet, la liste nominative du personnel visé ci-dessus est remise à l'établissement pour agrément.

Le titulaire désigne en outre :

- Un responsable qui est l’interlocuteur habituel de l’établissement ;
- Un technicien référent, intervenant habituellement sur les installations.

Tout changement de responsable ou de technicien référent doit être immédiatement signalé à l’établissement.

Le personnel du titulaire devra se présenter aux services techniques avant intervention.

Le titulaire assurera au minimum une visite hebdomadaire. Le personnel du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Aux règles applicables au personnel extérieur intervenant dans les bâtiments concernés.

L’établissement se réserve le droit de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire.

L’établissement autorise le personnel du titulaire, ou des entreprises intervenant pour son compte en sous-traitance, à pénétrer dans tous les locaux chaufferie, sous-station et locaux techniques concernés pour exécuter les prestations contractuelles ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires et, en conséquence, à interdire l’accès des installations à toute personne non mandatée.

Pour accéder aux locaux autres que les chaufferies, sous-stations et locaux techniques, le titulaire devra au préalable en avvertir les services techniques de l’établissement qui lui donnera ensuite l’autorisation d’intervenir sous certaines conditions.

11.6 – Dispositions pouvant modifier les bases du marché

- Modifications des installations

Dans le cas où, à un moment quelconque de l’exécution du marché, l’établissement déciderait de transformer certaines installations (changement de combustible par exemple) ou de supprimer tout ou partie de certaines installations ou de certains bâtiments objet du marché, le titulaire ne pourrait pas s’opposer à cette décision ni à ses incidences sur son marché en cours.

La modification ferait alors l’objet d’un avenant convenu entre les parties.

Si la négociation n’aboutissait pas, le marché serait résilié par le pouvoir adjudicateur de plein droit, sans indemnité ni recours.

- Mesures d’économie

Il en serait de même si le titulaire refusait ou se révélait incapable de mettre en œuvre, dans les conditions satisfaisantes, les mesures d’économies prescrites par l’établissement ou encore se refusait à appliquer au montant de son marché l’incidence financière de ces mesures.

11.7 – Dispositions relatives aux certificats d’économies d’énergies

Le dispositif des certificats d’économies d’énergie (CEE), créé par les articles 14 à 17 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique

(loi POPE), constitue l'un des instruments phare de la politique de maîtrise de la demande énergétique.

Le titulaire est responsable de la valorisation des Certificats d'Économie d'Énergies (CEE) pour les opérations P3, P4 ainsi que pour les prestations à bons de commande. À ce titre, il s'engage à optimiser la récupération des aides liées aux CEE et à en assurer la gestion administrative et financière.

Le montant valorisé des CEE obtenus pour chaque opération devra être déduit directement du coût de l'opération concernée, permettant ainsi à l'établissement de bénéficier d'une réduction immédiate sur le montant facturé.

Si le montant des CEE accordé par l'État ne correspond pas à l'évaluation initiale du titulaire, celui-ci devra prendre à sa charge la différence et rembourser à l'établissement le montant estimé non obtenu. Aucun surcoût ne pourra être répercuté sur l'établissement en raison d'une sous-évaluation ou d'un refus de CEE.

Le titulaire s'engage à fournir à l'établissement toutes les pièces justificatives nécessaires au suivi et au contrôle des CEE obtenus et valorisés. Il est tenu d'informer l'établissement des démarches effectuées et de tout ajustement relatif aux montants obtenus.

ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRANSFERT DE PROPRIETE

En application des stipulations des articles 27 à 30 du CCAG FCS ou 24 et 25 du CCAG Travaux, l'exécution du marché est soumise à des vérifications quantitatives et qualitatives effectuées selon les usages de la profession destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Ces opérations de vérification sont effectuées par l'établissement acheteur dans un délai de 15 jours.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'établissement acheteur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Toutefois, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement acheteur afin de les connaître et y assister ou s'y faire représenter.

En application de l'article 31 du CCAG FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 13 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 14 – PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES

Les pénalités pour non-conformités des prestations sont encourues sans mise en demeure préalable.

Si l'application des pénalités décrites ci-dessous soulève des contestations de la part du titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Le terme P1 pris en compte pour le calcul de la pénalité correspond au montant des charges de combustible gaz propre au bâtiment concerné par le désordre.

Le terme P2 pris en compte pour le calcul de la pénalité correspond au montant de la redevance P2 propre au bâtiment concerné par le désordre.

Il est précisé que pour une installation faisant l'objet de prestations non conformes, la pénalité appliquée est au minimum égale à 100 € lorsque son calcul conduit à un montant inférieur.

Pénalités de retard – Interruption

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS ou dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS ou dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucune exonération n'est prévue.

- Chauffage, climatisation et rafraîchissement des locaux

Pénalité pour un retard de mise en route ou une interruption supérieure à six heures et inférieur à douze heures : 500 €

Pénalité pour un retard ou une interruption supérieure à douze heures : 1000 € par tranche de douze heures

Le montant total de la pénalité est calculé pour un nombre entier de ½ journées, étant précisé que le nombre total d'heures de retard ou d'interruption est transformé en nombre de ½ journées par arrondissement au nombre entier le plus proche.

En cas de rupture d'approvisionnement non justifiée, une pénalité de 200 euros par heure d'interruption sera appliquée.

En cas de non-respect des niveaux de qualité de l'énergie fournie, une pénalité de 500 euros pour chaque constat sera retenue.

- Eau chaude sanitaire

Pénalité pour un retard ou une interruption de la fourniture de l'eau chaude sanitaire supérieur à six heures : 200 € Par tranche de six heures.

- Climatisation et traitement d'air des locaux (salles à environnement maîtrisé, salles d'opération, salles de réveil, locaux de stérilisation, scanner, IRM, radiothérapie, pharmacie, laboratoire, informatique)

Pénalité pour un retard de mise en route ou une interruption entraînant un arrêt d'activité du service : 1000 € par tranche de 2 h.

Insuffisance ou excès

- Chauffage, climatisation et rafraîchissement des locaux

Si la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C, au moins pendant une période continue de vingt-quatre heures : 1000 € par tranche de 24 h.

Si la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins pendant une période continue de sept jours : 200 € par tranche de 24 h.

- Eau chaude sanitaire

Si la température de l'eau chaude sanitaire diffère de plus de 5°C de la température contractuelle pendant plus de trois heures : 1000 € par tranche de 24 h.

- *Climatisation et traitement d'air des locaux (salles à environnement maîtrisé, salles d'opération, salles de réveil, locaux de stérilisation, scanner, IRM, radiothérapie, pharmacie, laboratoire, informatique)*

Si la température intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C, au moins pendant une période continue de 4 heures :

La pénalité correspondante sera, par tranche de 4 h, égale à 200 €.

Pénalités diverses

- *Retard d'intervention pour dépannage*

Toute intervention de dépannage effectuée dans un délai dépassant le délai fixé au CCTP donnera lieu à l'application d'une pénalité d'un montant de 200 € par heure constatée.

- *Prestation insuffisante*

Toute prestation insuffisante mettant en cause les règles d'hygiène ou une qualification de salle, une pénalité de 500 € par local en cause et par jour sera appliquée.

- *Non tenue à jour du livret d'installation ou du cahier de suivi sanitaire*

Le non tenu à jour du livret d'installation ou du cahier de suivi sanitaire (installations de production d'eau chaude sanitaire) donnera lieu à l'application d'une pénalité d'un montant de 100 € à chaque fois qu'elle sera constatée. Toutefois, si cette carence se répète dans les 6 mois suivant le premier constat, le montant de la nouvelle pénalité appliquée passera alors à 300 €.

- *Retard de production du rapport annuel d'exploitation*

La production du rapport annuel d'exploitation avec un retard de plus de 2 semaines après la date limite fixée au C.C.T.P. donnera lieu à l'application d'une pénalité d'un montant de 100 € par jour de retard.

- *Absence de présentation des rapports d'analyse d'eau*

L'absence de présentation du rapport d'analyse annuelle de l'eau du réseau de chauffage sur une année complète donnera lieu à l'application d'une pénalité d'un montant de 100 € par analyse à chaque fois qu'elle sera constatée.

- *Non-respect des heures minimales de présences des techniciens*

Le titulaire est tenu de respecter le nombre d'heures minimales de présence des techniciens sur chaque site, tel que défini dans le CCTP. Un bilan des heures sera établi à chaque exercice par le titulaire pour chaque établissement. En cas de non-respect de cette obligation du nombre d'heures minimal, une pénalité de 70 € par heure manquante sera appliquée.

- *Retard ou non-respect de la gamme de maintenance*

Le titulaire devra remplir le recensement de l'ensemble des installations et la gamme de maintenance préventive correspondante dans un délai de 6 mois à partir de la notification du

marché. En cas de non-respect de ce délai, une pénalité de 100 euros par jour de retard et par site sera appliquée.

Tout retard ou non-respect des prestations prévues dans la gamme de maintenance sera sanctionné par une pénalité de 200 € par constat et par prestation.

- *Non mise à jour des livrets numériques de chaufferie*

Le titulaire devra assurer la numérisation et la mise à jour des livrets des chaufferies. En cas de retard ou de non-réalisation, une pénalité de 150 € par livret manquant ou non mis à jour sera appliquée.

- *Non-conformité des équipements remplacés*

Tout équipement remplacé non conforme aux spécifications du CCTP entraînera une pénalité de 1 000 € par équipement.

- *Pénalités pour la prestations P4*

En cas de retard dans la réalisation des prestations exceptionnelles P4 vis-à-vis du planning établi conjointement entre le titulaire et l'établissement, une pénalité de 200 € par jour par bon de commande concerné sera appliquée.

Le présent marché intègre des objectifs de performance énergétique visant à améliorer l'efficacité des installations thermiques et réduire la consommation d'énergie. Le titulaire s'engage à mettre en place un suivi régulier et des actions correctives permettant d'atteindre les objectifs d'économies d'énergie fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

En cas de non-atteinte des objectifs définis pour les opérations de performance énergétique, une pénalité proportionnelle aux écarts constatés sera retenue :

- Pour les objectifs de réduction de consommation : 30 euros par MWh d'écart (sur la base de la consommation annuelle du site)
Cet écart sera calculé sur la base de l'estimation annuelle de la consommation énergétique du site faite par le titulaire dans le cadre de son étude énergétique de l'opération. Cette estimation servira de référence pour évaluer la performance réelle des installations et l'impact des actions de performance énergétique mises en place.
- Pour les objectifs de rendement énergétique de l'installation : 100 euros par 1% d'écart
- Pour les objectifs de maintien de température d'eau ou d'ambiance : 100 euros par 1°C d'écart.

ARTICLE 15 – GARANTIE

En complément des stipulations de l'article 33 du CCAG FCS, les fournitures sont garanties par le titulaire contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison. Les fournitures qui ne peuvent être vérifiées au moment de la livraison pour des raisons de conditionnement ou d'hygiène sont retournées au titulaire si, au moment de leur utilisation, un vice de fabrication ou défaut de matière était découvert. En ce cas, les fournitures concernées seront remplacées immédiatement par le titulaire et à sa charge.

Le titulaire répond de la qualité des fournitures livrées. Il demeure responsable des avaries qui peuvent être commises par son personnel ou son transporteur.

Le titulaire s'engage en cas de défaillance du produit à un échange standard à ses frais.

Concernant les travaux P4, les dispositions de l'article 44 du CCAG Travaux s'appliquent.

ARTICLE 16 – PRIX

16.1 – Contenu des prix

Les prestations sont rémunérées par application des prix prévus dans le document financier.

Ainsi, pour la partie forfaitaire du marché, les prestations sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire stipulé dans le document financier quelles que soient les quantités livrées ou exécutées. Pour la partie traitée à bons de commande, les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires du document financier appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

En application des stipulations de l'article 10.1.3. du CCAG FCS ou de l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Concernant les tranches, les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

Toute clause portée dans des conditions générales de vente, catalogues, tarifs ou documentation quelconque du titulaire, et contraire aux dispositions des pièces contractuelles du présent marché public, est réputée non écrite.

16.2 – Définition des prix

- *Fourniture d'énergie P1*

P1 chauffage – combustible gaz naturel :

La redevance forfaitaire P1 se compose en 3 parties :

P1gazpartfixe correspond aux charges fixes des contrats gaz c'est-à-dire l'abonnement ATRD (GRDF), le terme fixe de transport et stockage ATRT et la CTA. Cette partie est soumise à la TVA réduite.

P1gazpartvariable correspond aux charges variables en fonction des consommations c'est-à-dire les composantes de prix de la molécule, la TICGN, le TVD. Cette partie est soumise à la TVA normale.

Le prix P1partvariable comprend donc les éléments variables en fonction des consommations de gaz du contrat d'approvisionnement de gaz ainsi que la location-entretien du compteur et poste de livraison gaz.

P1gazCEE couvre les charges liées à l'achat de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) associés à la fourniture de gaz naturel. Elle inclut les coûts des obligations réglementaires en

matière de CEE et sera ajustée en fonction des évolutions du marché et des obligations légales. Cette partie est assujettie à la TVA réduite.

Prix unitaire k1 de la chaleur chauffage et production d'ECS :

Pour chaque exercice annuel, la consommation de combustible en chaufferie nécessaire au chauffage des locaux et à la production d'eau chaude sanitaire est réglée à prix unitaire k1 exprimé en Euros par mégawattheure (€ HT/MWh) mesuré au compteur d'énergie thermique. Le montant annuel facturé P1gazpartvariable est tel que : $P1_{partvariable} = Q_t \times k1$, Q_t étant la quantité de chaleur mesurée au compteur de calories existant ou installé à ses frais par le prestataire dès la notification du présent marché.

Autres usages de l'énergie :

L'énergie gaz naturel fournie par le PRESTATAIRE, destinée à des usages autres que le chauffage et l'eau chaude sanitaire, fait l'objet d'une facturation en régie par unité d'énergie mesurée au dispositif de comptage permettant d'en comptabiliser la quantité.

P1 – combustible fioul, bio-fioul, propane, bois plaquettes et pellets :

Prix unitaire k1 de la chaleur chauffage et production d'ECS :

Pour chaque exercice annuel, la consommation de combustible en chaufferie nécessaire au chauffage des locaux et à la production d'eau chaude sanitaire est réglée à prix unitaire k1 exprimé en Euros par mégawattheure (€ HT/MWh) mesuré au compteur d'énergie thermique. Le montant annuel facturé P1 est tel que : $P1 = Q_t \times k1$, Q_t étant la quantité de chaleur mesurée au compteur de calories existant ou installé à ses frais par le prestataire dès la notification du présent marché.

- *Prestations de conduite, de surveillance et d'entretien courant P2*

La redevance P2 correspondant aux prestations de conduite, de surveillance, d'entretien courant, de fournitures de consommables et des dépannages définis au C.C.T.P. est réglée à prix global forfaitaire.

- *Gros entretien et renouvellement P3*

Pour chaque exercice annuel, la redevance P3 correspondant au Gros Entretien et Renouvellement défini au C.C.T.P. est réglée à prix global forfaitaire.

Clause de transparence – répartition des économies

Le compte GER est établi individuellement pour chacun des établissements.

Par dérogation au Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien et avec obligation de résultat, la prestation de Gros Entretien et Renouvellement est assortie d'une clause de transparence avec répartition du solde positif en fin de marché.

Cette clause permet une répartition des économies, elle est mise en œuvre comme suit :

L'établissement verse au titulaire, pour chaque exercice, une somme :

$$r = P3.$$

Le titulaire transmet tous les ans, dans un délai de 3 mois après la fin de chaque exercice, le détail des dépenses qui ont été engagées au titre du Gros Entretien et Renouvellement,

dépenses qui font l'objet d'un justificatif établi avec le coefficient de frais généraux et bénéfices (fgb) précisé ci-dessous, le détail des heures passées multipliées par le taux horaire (T.H.) précisé ci-dessous, révisé à la date des travaux.

A l'issue du marché, le compte de Gros Entretien et Renouvellement est apuré de la façon suivante :

Soient $R = r1 + r2 + \dots + rn$ (avec n = durée du marché en années)

(Somme des recettes annuelles y compris révisions).

et $D = d1 + d2 + \dots + dn$

(Somme des dépenses annuelles ayant donné lieu à justificatifs).

1er cas : $R - D > 0$

Le compte est positif.

L'établissement peut, à son initiative :

- Soit demander au titulaire de réaliser des travaux à concurrence du montant du solde $R - D$,
- Soit demander au titulaire la rétrocession de 90% de la différence $R - D$. Le titulaire bénéficie donc alors, à titre de prime d'intéressement, de 10% de cette différence.

2ème cas : $R - D < 0$

Le compte est négatif.

Le titulaire supporte la totalité de la dépense supplémentaire.

Il est précisé que l'apurement du compte de Gros Entretien et Renouvellement est réalisé globalement pour l'ensemble des bâtiments concernés par cette prestation.

Dans le cas d'une résiliation durant la période d'essai ou avant l'échéance normale du marché, l'apurement du compte est effectué à la date de résiliation.

Le titulaire est tenu, sous peine de résiliation prévue à l'article 23 ci-après, de présenter à la demande de l'établissement les factures et feuilles d'attachement constituant les justificatifs des dépenses réalisées.

- *Travaux d'amélioration P4 en tranches fermes et optionnelles*

Contenu des prix

Les prix sont globaux et forfaitaires.

Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant à la mise au point (diagnostics, études, demande de permis, ...) et à l'exécution des travaux et prestations (contrôle technique, sécurité protection de la santé, essais, ...), y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché en euros TTC. Le calcul de la TVA sera réalisé et fera l'objet d'une mise au point.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le CCTP comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

De plus, dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques et en cas de sous-traitance, il est fait application respectivement des stipulations des articles 9.1.2. et 9.1.3 du CCAG Travaux.

Caractère des prix

Les prix sont des prix forfaitaires.

Est un prix forfaitaire tout prix qui rémunère le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui soit est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, soit ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les stipulations de l'article 13 du CCAG Travaux s'appliquent aux prestations supplémentaires ou modificatives devenues nécessaires, pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Elles doivent avoir été notifiées par ordre de service.

Modification du montant des travaux

En cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, il est fait application respectivement des articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

En cas de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage, les stipulations de l'article 16 du CCAG Travaux s'appliquent.

Pertes et avaries

Les stipulations de l'article 17 du CCAG Travaux s'appliquent.

Prix des travaux

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, établie conformément à l'article 9.3.2 du CCAG Travaux, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrages exécutée ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre.

Dans le cas d'une formule mixte faisant intervenir des prix forfaitaires et des prix unitaires, les prescriptions relatives à chacun de ces modes sont applicables pour le calcul de la somme due au titulaire.

Modalités particulières de rémunération

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il est fait application des stipulations de l'article 10.7 du CCAG Travaux. Il est précisé qu'en cas de groupement solidaire, le paiement peut être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de tranche optionnelle, il est fait application de l'article 10.6 du CCAG Travaux pour leur rémunération.

- Prestations hors forfaits P2, P3, P4 sur bons de commandes

L'établissement pourra émettre des commandes sur la base des prestations définies dans la partie bordereau des prix unitaires au sein du document financier selon les besoins qu'il aura identifié et dans la limite des montants maximums annuels fixés à l'article 5 du présent CCAP.

La main d'œuvre est rémunérée en fonction du temps d'intervention au taux horaire unitaire (T.H.) figurant dans l'acte d'engagement, révisé à la date de l'intervention.

La détermination des fournitures hors BPU sera réalisée selon déboursés réels justifiés, remises déduites, hors T.V.A., affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement de **1,25**. Ce taux intègre les frais de gestion, d'études, de main d'œuvre, de mise en œuvre, d'essais, de recollement. Les prix ainsi obtenus seront réputés hors TVA.

La détermination des prestations sous-traitées sera réalisée selon déboursés réels justifiés, remises déduites, hors T.V.A., affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement de **1,15**. Ce taux intègre les frais de gestion, d'études, de main d'œuvre, de mise en œuvre, d'essais, de recollement. Les prix ainsi obtenus seront réputés hors TVA.

Il appartient donc à l'entreprise de produire toutes les justifications utiles qui lui sont demandées en ce qui concerne la somme qu'elle a réellement déboursée et notamment, le montant de toute remise qui lui a été éventuellement consentie à cette occasion (production à l'appui de sa facturation d'une facture globale et non d'un extrait de facture où seules figurent les fournitures concernées).

16.3 – Variation des prix

Les montants des redevances P1, k1, P2 et P3, le montant du taux horaire T.H. et le montant des forfaits P4 correspondent aux conditions économiques à la date du mois M0.

Le mois M0 correspond à la date de remise des offres finales, après négociation, du titulaire.

Lorsque l'application des formules fait apparaître une variation de plus du double des valeurs de base d'origine, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir en tant que de besoin, une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque.

Il en serait de même, si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

Ils seront révisés selon les principes suivants :

❖ *Redevance P1, k1*

Par référence au prix du combustible rendu chaufferie, et application des formules ci-après :

Production d'énergie à partir des combustibles gaz naturel :

➤ **P1gaz part variable**

Le P1gazpartvariable correspondant au prix kgaz est révisé comme suit :

$$\text{kgazpartvariable} = \text{kgazpartvariable0} \times (0,51.\text{PEG}/\text{PEG0} + 0,25.\text{TICGN}/\text{TICGN0} + 0,24.\text{TVD}/\text{TVD0})$$

Formule dans laquelle :

- TICGN = Taxe Intérieure sur les consommations de Gaz Naturel, déterminée par les pouvoirs publics et connue à la date de facturation.
- TICGN0 = Taxe Intérieure sur les consommations de Gaz Naturel, déterminée par les pouvoirs publics, connu au mois M0.
- TVD = Terme Variable de Distribution GRDF pour compteur T3 à Saintes, déterminé par les pouvoirs publics et connue à la date de facturation.
- TVD0 = Terme Variable de Distribution GRDF pour un compteur T3 à Saintes, déterminé par les pouvoirs publics connu au mois M0
- PEG = valeur de l'indice mensuel PEG MA publié sur le site www.powernext.com et moyenne prorata-temporis sur la période de facturation.
- PEG0 = valeur de l'indice mensuel PEG MA publié sur le site www.powernext.com et connu au mois M0.

➤ **P1gaz part fixe**

Le P1gazpartfixe, est révisé comme suit :

$$\text{P1gazpartfixe} = \text{P1gazpartfixe0} \times (0,25.\text{Abt}/\text{Abt0} + 0,75.\text{ATRT}/\text{ATRT0})$$

- Abt = prix de l'abonnement- GRDF (part fixe de l'ATRD déterminé par la CRE) pour un compteur T3 connu à la date de facturation
- Abt0 = prix de l'abonnement- GRDF (part fixe de l'ATRD déterminé par la CRE) pour un compteur T3 déterminé par les pouvoirs publics connu au mois M0
- ATRT = Terme de transport et stockage, de GRT Gaz (prix de l'ATRT déterminé par la CRE) pour une Capacité Journalière de 20 MWh/jour à Saintes, connu à la date de facturation
- ATRT0 = Terme de transport et stockage, de GRT Gaz (prix de l'ATRT déterminé par la CRE) pour une Capacité Journalière de 20 MWh/jour à Saintes, connu au mois M0

➤ P1gaz CEE

Le P1gaz CEE est révisé comme suit :

$$P1_{CEE} = P1_{CEE0} \times \frac{CEE_{Gaz} \times (C2E_{market} \text{ Classique} + CEE_{Précarité} \times C2E_{market} \text{ Précarité})}{CEE_{Gaz0} \times (C2E_{market} \text{ Classique0} + CEE_{Précarité0} \times C2E_{market} \text{ Précarité0})}$$

Formule dans laquelle :

- $P1_{CEE}$: valeur révisée du prix du CEE
- $P1_{CEE0}$: valeur initiale du prix du CEE fixée à l'article précédent.
- CEE_{Gaz} : coefficient d'obligation CEE Classique du gaz naturel en vigueur, exprimé en MWh cumac classique / MWh PCS en vigueur pour le mois de facturation
- $CEE_{Précarité}$: coefficient d'obligation CEE Précarité du gaz naturel en vigueur, exprimé en MWh cumac précarité / MWh cumac classique, en vigueur pour le mois de facturation
- $C2E_{market} \text{ Classique}$ du mois : terme variable exprimé en € HT / MWh cumac classique, (source : C2Emarket / données SPOT mensuelles) en vigueur pour le mois de facturation
- $C2E_{market} \text{ Précarité}$ du mois : terme variable exprimé en € HT / MWh cumac précarité, (source : C2Emarket / données SPOT mensuelles) en vigueur pour le mois de facturation
- CEE_{Gaz0} : coefficient d'obligation CEE Classique du gaz naturel en vigueur, exprimé en MWh cumac classique / MWh PCS en date de valeur au 1er janvier 2023, soit 0,485 MWh cumac classique / MWh PCS
- $CEE_{chaleur0}$: coefficient d'obligation CEE Classique de chaleur en vigueur, exprimé en MWh cumac classique / MWh utile en date de valeur au 1er janvier 2023, soit 0,313 MWh cumac classique / MWh utile
- $CEE_{Précarité0}$: coefficient d'obligation CEE Précarité du gaz naturel en vigueur, exprimé en MWh cumac précarité / MWh cumac classique, en date de valeur au 1er janvier 2022, soit 0,412 MWh cumac précarité / MWh cumac classique
- $C2E_{market} \text{ Classique0}$: terme variable exprimé en € HT / MWh cumac classique, (source : C2Emarket / données SPOT mensuelles) en date de valeur au 1er décembre 2023, soit 8,58 € HT / MWh cumac classique
- $C2E_{market} \text{ Précarité0}$: terme variable exprimé en € HT / MWh cumac précarité, (source : C2Emarket / données SPOT mensuelles) en date de valeur au 1er décembre 2023, soit 8,69 € HT / MWh cumac précarité

Les valeurs de référence sont disponibles sur C2E Market : <https://www.c2emarket.com/offre-essentiel.html>

Les coefficients d'obligation sont donnés par l'article R221-4 du Code de l'Energie.

Production d'énergie à partir des combustibles bois et gaz propane (EPD Les 2 Monts – Foyer occupationnel et EHPAD de Montlieu-la-Garde) :

Le prix du MWh, k, fourni à partir du combustible bois déchiqueté (plaquette) et gaz propane sera révisé par application de la formule suivante :

$$k/k_0 = a \cdot (0,20.IT/IT_0 + 0,8.IPE-pf/IPE-pf_0) + (1-a) \cdot (GP/GP_0)$$

Dans laquelle :

- k : sont les prix révisés
- k₀ : sont les prix de base figurant à l'acte d'engagement.
- a : Coefficient de mixité annuelle d'utilisation du bois énergie mentionné à l'acte d'engagement
- IT : valeur au mois de facturation de l'indice CNR REG 40T du coût du transport routier régional effectué au moyen d'ensembles articulés 40 tonnes publié par le Comité National Routier (CNR)
- IPE-pf : valeur au mois de facturation de l'indice national « Produits Élaborés » publié par le Centre d'Études de l'Économie du Bois (CEEB) pour le type de plaquette « Plaquette forestière - petite granulométrie, humidité <30% ».
- GP : valeur au mois de facturation de l'indice « prix à la consommation des gaz liquéfiés en France métropolitaine » publié au Moniteur du Bâtiment et Travaux Publics (mot clé : 04522 E).

Le prix « k₀ » et les indices de base GP₀, IT₀ et IPE-pf₀ sont ceux en vigueur du mois M₀.

Production d'énergie à partir des combustibles bois et fioul (CH Boscamnant – Chaufferie principale) :

Le prix du MWh, k, fourni à partir du combustible bois déchiqueté (plaquette) et gaz propane sera révisé par application de la formule suivante :

$$k, k_0 = a \cdot (0,20.IT/IT_0 + 0,8.IPE-pf/IPE-pf_0) + (1-a) \cdot (FOD/FOD_0)$$

Dans laquelle :

- k : sont les prix révisés
- k₀ : sont les prix de base figurant à l'acte d'engagement.
- a : Coefficient de mixité annuelle d'utilisation du bois énergie mentionné à l'acte d'engagement
- IT : valeur au mois de facturation de l'indice CNR REG 40T du coût du transport routier régional effectué au moyen d'ensembles articulés 40 tonnes publié par le Comité National Routier (CNR)
- IPE-pf : valeur au mois de facturation de l'indice national « Produits Élaborés » publié par le Centre d'Études de l'Économie du Bois (CEEB) pour le type de plaquette « Plaquette forestière - petite granulométrie, humidité <30% ».
- FOD : est la valeur de l'indice mensuel DIREM FOD C4 hors TVA, publié au BOCCRF ou par tout autre revue ou support internet spécialisé

Le prix « k₀ » et les indices de base FOD₀, IT₀ et IPE-pf₀ sont ceux en vigueur du mois M₀.

Production d'énergie à partir du combustible gaz propane :

$$k = k_0 \times (GP/GP_0)$$

Formule dans laquelle :

- k : sont les prix révisés
- k₀ : sont les prix de base figurant à l'acte d'engagement.
- GP₀ : valeur de l'indice « prix à la consommation des gaz liquéfiés en France métropolitaine » publié au Moniteur du Bâtiment et Travaux Publics (mot clé : 04522 E) connue au mois M₀.

- GP est la valeur finale de ce même paramètre prorata-temporis pendant la période objet de la facturation.

Production d'énergie à partir du combustible fioul domestique :

$$k = k0 \times (FOD/FOD0)$$

Formule dans laquelle :

- k : sont les prix révisés
- k0 : sont les prix de base figurant à l'acte d'engagement.
- FOD0 : est la valeur de l'indice mensuel DIREM FOD C4 hors TVA, publié au BOCCRF ou par tout autre revue ou support internet spécialisé, en vigueur au mois M0.
- FOD est la valeur finale de ce même paramètre prorata-temporis pendant la période objet de la facturation.

Bois énergie plaquettes

$$P = P0 \times (0,20 \times (IT/IT0) + 0,80 \times (IPE-pf/IPE-pf o))$$

Formule à inclure :

- IT : valeur au mois de facturation de l'indice CNR REG 40T du coût du transport routier régional effectué au moyen d'ensembles articulés 40 tonnes publié par le Comité National Routier (CNR)
- IPE-pf : valeur au mois de facturation de l'indice national « Produits Élaborés » publié par le Centre d'Études de l'Économie du Bois (CEEB) pour le type de plaquette « Plaquette forestière - petite granulométrie, humidité <30% ».

Le prix « P0 » et les indices de base IT0 et IPE-pf0 sont ceux en vigueur du mois M0.

Bois énergie granulés

$$P = P0 \times (0,20 \times (IT/IT0) + 0,80 \times (E70/E70 o))$$

Formule à inclure :

- IT : valeur au mois de facturation de l'indice CNR REG 40T du coût du transport routier régional effectué au moyen d'ensembles articulés 40 tonnes publié par le Comité National Routier (CNR)
- E70 : valeur au mois de facturation de l'indice national « Produits Élaborés » publié par le Centre d'Études de l'Économie du Bois (CEEB) pour le type de granulés « Granulés Distributeurs – Granulés en Vrac ».

Le prix « P0 » et les indices de base IT0 et E70 o sont ceux en vigueur du mois M0.

Fourniture de bio-fioul (P1)

$$Pbf = Pbf0 \times (FOD/FOD0)$$

Formule dans laquelle :

- Pbf : sont les prix révisés
- Pbf0 : sont les prix de base figurant à l'acte d'engagement.
- FOD0 : est la valeur de l'indice mensuel DIREM FOD C4 hors TVA, publié au BOCCRF

ou par tout autre revue ou support internet spécialisé, en vigueur au mois M0.

- FOD est la valeur finale de ce même paramètre prorata-temporis pendant la période objet de la facturation.

❖ *Redevance P2*

Par application de la formule de variation ci-après :

$$P2 = P20 (0,80 ICHT-IME/ICHT-IME0 + 0,20 FSD2/FSD20)$$

Formule dans laquelle :

- P2 : est le prix révisé des prestations.
- P20 : est le prix de base des prestations figurant à l'acte d'engagement.
- ICHT-IME0 : est l'indice du coût horaire du travail tous salariés, charges sociales comprises, hors CICE, publié au BOCCRF ou par tout autre revue ou support internet spécialisé, valeur connue du mois M0.
- FSD20 : est l'indice des frais et services divers 2 publié par le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou tout autre revue ou support internet spécialisé, valeur connue du mois M0.
- ICHT-IME et FSD2 sont respectivement les valeurs de ces mêmes indices prorata-temporis pendant la période objet de la facturation.

❖ *Redevance P3*

Par application de la formule de variation ci-après :

$$P3 = P30 (BT40/BT400)$$

Formule dans laquelle :

- P3 : est le prix révisé des prestations.
- P30 : est le prix de base des prestations figurant à l'acte d'engagement.
- BT400 : est l'index national bâtiment chauffage central publié au BOCCRF ou par toute autre revue spécialisée, valeur connue du mois M0.

BT40 est la valeur de ce même indice prorata-temporis pendant la période objet de la facturation.

❖ *Taux horaire*

Par application de la formule suivante :

$$Pr = P0 \times (ICHT-IME / ICHT-IME0)$$

Formule dans laquelle :

- Pr : Prix révisé
- P0 : Prix initial du marché public
- ICHT-IME0 : est l'indice du coût horaire du travail tous salariés, charges sociales comprises, hors CICE, publié au BOCCRF ou par tout autre revue ou support internet spécialisé, valeur connue du mois M0.
- ICHT-IME : la valeur de ce mêmes indices prorata-temporis pendant la période objet de la facturation.

❖ *Forfaits P4*

Pour chacune des opérations de la tranche ferme et la tranche conditionnelle décrites dans le CCTP, les prix sont révisés selon les formules suivantes :

Opération	Formule de révision du prix
TF 1	$P = P_0 (BT40/BT40_0)$
TF 2	$P = P_0 (0,2(BT40/BT40_0)+0,8(BT47/BT47_0))$
TF 3	$P = P_0 (0,2(BT40/BT40_0)+0,8(BT47/BT47_0))$
TF 4	$P = P_0 \times (I_m / I_0)$ (voir 3.2.4)
TF 5	$P = P_0 (ING/ING_0)$
TO 2	$P = P_0 (0,3(BT01/BT01_0)+0,5(BT40/BT40_0)+0,2(BT47/BT47_0))$
TO 3	$P = P_0 (0,3(BT01/BT01_0)+0,5(BT40/BT40_0)+0,2(BT47/BT47_0))$
TO 4	$P = P_0 (0,2(BT40/BT40_0)+0,8(BT47/BT47_0))$
TO 5	$P = P_0 (BT40/BT40_0)$
TO 6	$P = P_0 (0,3(ING/ING_0)+ 0,7(BT47/BT47_0))$
TO 7	$P = P_0 (0,2(BT40/BT40_0)+0,8(BT47/BT47_0))$
TO 8	$P = P_0 (0,3(ING/ING_0)+ 0,7(BT47/BT47_0))$
TO 9	$P = P_0 (0,3(BT01/BT01_0)+0,5(BT40/BT40_0)+0,2(BT47/BT47_0))$

Les prix sont révisables, annuellement, à la date anniversaire du contrat, par application des formules précitées

avec :

P : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché public

Im: Valeur de l'indice/index de référence du mois de révision des prix

I0 : Valeur de l'indice/index de référence du mois d'établissement des prix

En application de l'article 10.2.3 des CCAG, lorsque les prix sont révisables, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il revient au titulaire d'établir sa demande de paiement en y intégrant la révision des prix applicable.

ARTICLE 17 - MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement s'effectue dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG FCS ou dans celles prévues à l'article 12 du CCAG Travaux. Il est précisé les éléments suivants :

17.1 – Avances

17.1.1 - Taux et conditions de versement de l'avance

En application des articles L. 2191-3 et s. et R. 2191-3 et s. du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes **pour la partie à bons de commandes** :

- S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'une partie du marché public est sous-traitée, ce montant initial est diminué du montant des prestations confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu au paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises concerné, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Pour **la partie P4**, conformément aux stipulations de l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option retenue est l'option B :

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus par l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Les clauses du marché public relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

17.1.2 – Dispositions particulières

Dans le cas d'un marché public à tranches, une avance est versée au titulaire pour chaque tranche affermie. De plus, pour chaque tranche affermie, le remboursement de l'avance doit être terminé, lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dans les conditions de l'article R. 2193-17 et s. du code de la commande publique.

17.1.3 – Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie porte sur toute l'avance. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire. La constitution de cette garantie n'est toutefois pas exigée des personnes publiques titulaires d'un marché.

17.2 – Mode de paiement

La remise de la demande de paiement du titulaire à l'établissement acheteur concerné se fait mensuellement à terme échu.

17.2.1 – En cours d'exercice

Redevance P1 – Marché comptage MC

La fourniture de l'énergie est réglée tous les mois comme suit :

$$P1 = Q_t \times k$$

Formule dans laquelle :

- k est le prix révisé prorata temporis sur le mois du MWh de chaleur défini à l'article 3.1 ci-dessus.
- Q_t est le nombre de MWh consommé dans le mois, enregistré au compteur d'énergie thermique concerné.

Redevance P1 – Marché combustible prestation CP

Gaz Naturel :

La fourniture de gaz est réglée tous les mois comme suit :

$$P1 = Q_t \times k$$

Formule dans laquelle :

- k est le prix révisé prorata temporis sur le mois du MWh de chaleur défini à l'article 3.1 ci-dessus.
- Q_t est le nombre de MWh consommé dans le mois, enregistré au compteur de gaz.

Fioul FOD :

La fourniture de fioul est réglée à chaque livraison comme suit :

$$P1 = Q_l \times k$$

Formule dans laquelle :

- k est le prix actualisé à la date de livraison du m3 de fioul défini à l'article 3.1 ci-dessus.
- Q_l est le nombre de m3 livré, justifié par le bon de livraison.

Gaz propane :

La fourniture de gaz propane est réglée à chaque livraison comme suit :

$$P1 = Q_t \times k$$

Formule dans laquelle :

- k est le prix actualisé à la date de livraison de la tonne de gaz propane défini à l'article 3.1 ci-dessus.
- Q_t est le nombre de tonne livré, justifié par le bon de livraison.

Redevances forfaitaires P1gazpartfixe, P2 et P3

En cours d'exercice, il est émis à la fin de chacun des mois de mars, juin et septembre, un acompte d'un montant égal au quart de la redevance annuelle actualisée à la date du 1er janvier, suivant les dispositions de l'article 3.1 et 3.2 ci-dessus.

17.2.2 – En fin d'exercice

Un décompte définitif est établi au 31 décembre de chaque exercice en tenant compte des ajustements et des variations de prix sur l'exercice, moyenne prorata temporis, suivant les dispositions de l'article 16.3 ci-dessus.

La différence entre ce décompte et la somme des acomptes présentés fait l'objet d'une facture.

17.2.3 – Spécificités des forfaits P4

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

17.2.4 – Présentation des factures

En application des dispositions de l'article R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé et 30 jours pour les établissements sociaux et médico-sociaux, les groupements d'intérêt public et de coopération sanitaire à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'établissement acheteur concerné ou toute autre personne expressément habilitée par ce dernier à cet effet.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de l'établissement acheteur concerné ou, le cas échéant, par la personne expressément habilitée par ce dernier à cet effet. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire d'administrer la preuve de cette date.

Le défaut de paiement par l'établissement acheteur concerné dans les délais ouvre, pour le titulaire du marché public ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai conformément aux dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 et s. du code de la commande publique.

Si le titulaire a proposé dans son offre un ou des escomptes sur le montant du marché public en fonction du ou des délais de paiement, l'établissement acheteur ne pourra prétendre au versement de l'escompte que pour les factures qu'il aura réglées dans ce ou ces délais. En cas de paiement dans un délai compris entre ce ou ces délais et le délai maximum fixé par la réglementation, l'établissement acheteur perdra le bénéfice de l'escompte mais ne sera pas soumis à l'obligation de payer des intérêts moratoires.

Si le titulaire a proposé dans son offre un ou des escomptes sur le montant du marché public en fonction du ou des délais de paiement, l'établissement acheteur ne pourra prétendre au versement de l'escompte que pour les factures qu'il aura réglées dans ce ou ces délais. En cas de paiement dans un délai compris entre ce ou ces délais et le délai maximum fixé par la réglementation, l'établissement acheteur perdra le bénéfice de l'escompte mais ne sera pas soumis à l'obligation de payer des intérêts moratoires.

Lorsque le titulaire est tenu de transmettre ses demandes de paiement sous forme électronique, il doit déposer les factures sur le portail « Chorus Pro » en reprenant les éléments suivants :

- N° SIRET (cf. tableau ci-dessous)
- Code service destinataire (cf. tableau ci-dessous)
- Notion d'engagement (référence de la commande ou du marché public)

Chaque facture comporte :

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- L'adresse du créancier
- Son numéro individuel d'identification (ex : SIRET)
- La désignation de l'établissement débiteur
- Le numéro du compte bancaire du créancier tel que précisé dans l'AE
- Le numéro du marché public
- Le numéro et la date du bon de commande, le cas échéant
- La date d'exécution des prestations
- Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires
- Le montant des révisions ou actualisations, le cas échéant
- Tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- Le montant hors T.V.A.
- Le montant et le taux de T.V.A. légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant T.T.C.

Les factures devront être distinctes selon le type de prestation (P1 / P2 / P3 / P4).

Etablissement acheteur	Adresse	N° SIRET	Code service destinataire
GH SAINTES – SAINT-JEAN-D'ANGELY	CHORUS	261 700 025 003 39	TRAV
CH BOSCAMNANT	CHORUS	261 700 264 000 11	FSCM_TECHNIQUE
CH JONZAC	CHORUS	261 700 272 000 14	FSCM_TECHNIQUE
CH ROYAN	CHORUS	261 700 397 000 19	SECO
EPD LES 2 MONTS	CHORUS	261 700 322 000 17	/
EMS MATHA	CHORUS	261 700 314 000 14	MATHA
EMS SAINT SAVINIEN	CHORUS	261 700 421 000 58	/

Le paiement est effectué par virement bancaire.

Les modalités de financement sont les suivantes : ressources propres des établissements acheteurs, chacun pour ce qui les concerne.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

18.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'établissement acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'établissement acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

18.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'établissement acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'établissement acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'établissement acheteur ;
- les obligations de l'établissement acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application des stipulations du CCAG.

ARTICLE 19 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 des CCAG.

ARTICLE 20 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Selon les stipulations de l'article 23 du CCAG FCS ou celles de l'article 13 du CCAG Travaux, et à condition que ces modifications ne changent l'objet du marché ou ne modifient substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre contractualisée du titulaire, il est précisé que :

Pendant l'exécution du marché, l'établissement acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'établissement acheteur.

En complément de l'article 23.2 du CCAG FCS ou par application de l'article 13.4 du CCAG Travaux, lorsque l'établissement acheteur demande au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives dont le prix n'est pas prévu dans l'un des pièces contractuelles, l'ordre de service susmentionné fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par l'établissement acheteur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'établissement acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'établissement acheteur règle provisoirement les sommes qu'il admet. Lorsque l'établissement acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à l'ordre de service susmentionné lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière. Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'établissement acheteur, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

ARTICLE 21 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES ET CLAUSE DE RÉEXAMEN

21.1 – Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

En application des dispositions de l'article 24 du CCAG FCS ou de l'article 53.3 du CCAG Travaux, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'établissement support du GHT. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'établissement support du GHT se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS ou à l'article 55 du CCAG Travaux.

21.2 – Clause de réexamen

En application des dispositions de l'article 25 du CCAG FCS ou des dispositions de l'article 54 du CCAG Travaux, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'établissement acheteur concerné d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'établissement acheteur concerné peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 22 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les stipulations de l'article 45 du CCAG FCS ou celles de l'article 52 du CCAG Travaux, l'établissement acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 23 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation prévues par le code de la commande publique (notamment art. L2195-1 et s. et R2191-30 et s. et R2192-26) et le chapitre 7 des CCAG s'appliquent.

En sus, dans le cas de prestations non conforme, l'établissement mettra le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 48h à compter de la réception de la lettre recommandée de mise en demeure avec accusé de réception.

Si le titulaire s'en montre incapable, le pouvoir adjudicateur fera application des dispositions de l'article 22 du présent document.

Le marché pourra être résilié si le titulaire se trouve incapable d'assurer, à l'issue d'un délai complémentaire de 8 jours, l'exploitation qui lui est confiée.

La résiliation sera également de plein droit, sans indemnité quelconque au profit du titulaire, en cas de suppression ou de réduction d'intervention apportant une gêne flagrante pour un établissement.

ARTICLE 24 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties au contrat s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des dispositions du présent marché public ou à l'exécution de ses prestations selon les dispositions de l'article L. 2197-1 et s. du code de la commande publique et les stipulations de l'article 46 du CCAG FCS ou de l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de contentieux devant la juridiction administrative, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Poitiers, 15 Rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX.

ARTICLE 25 – DEROGATIONS

<i>Articles du CCAP dérogeant</i>	<i>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</i>
Article 6	Article 4.1 (CCAG FCS & Travaux)
Article 11.1	Article 3.7.4 (CCAG FCS & Travaux)
Article 12	Article 27.3 (CCAG FCS)
Article 14	Article 14.1.2, 14.1.3 (CCAG FCS) Article 19.2.1, 19.2.2 (CCAG Travaux)